



Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°489 du Mercredi 25 juillet 2018 - 12^{ème} année - Prix: 250 FCFA

FAUTE DE COMPROMIS ENTRE LES DEUX PROTAGONISTES DE LA CRISE TOGOLAISE P.3

La date fatidique du 31 juillet 2018 très attendue par le peuple togolais



La CEDEAO prendra ses responsabilités

CEDEAO :
FIN D'UN MANDAT PLEIN D'ENSEIGNEMENTS

P.6



Faure Gnassingbé,
un engagement au service
de la paix en Afrique de l'Ouest

ECONOMIE

P.7

**Voici les conditions
à remplir pour être
éligible au MIFA**



AFFAIRE CAMES

**La présidence de l'Université de
Lomé dénonce une campagne
diffamatoire**

P.2



Merd'Alors

Il est temps d'évoluer !

Le Togo se prépare à accueillir le sommet ordinaire de la Cedeao. Il aura lieu le 31 juillet. Les participants évoqueront les perspectives de croissance dans la zone, l'avancée des mécanismes d'intégration, la mise en œuvre de la monnaie unique. La lutte contre le terrorisme et le retour à la stabilité dans plusieurs pays membres (Guinée Bissau, Gambie) sont également à l'ordre du jour. La crise togolaise qui a rebondi depuis le 19 Août 2017 sera à l'ordre du jour. La facilitation dans ce dossier a organisé plusieurs rencontres entre les protagonistes de la crise togolaise pour recueillir les points de vue des deux protagonistes. Mais chaque camp est resté sans fléchir. C'est devenu un dialogue de sourd. La CEDEAO pour ne pas faire enliser la crise a décidé de prendre le dossier en main. La décision finale va tomber le 31 juillet prochain lors du sommet de la CEDEAO qui se tiendra ici à Lomé. Les Togolais attendent avec une certaine impatience la tenue de ce sommet car il doit se prononcer sur la situation politique au Togo. L'organisation est censée fournir des recommandations. Un an après le début du conflit entre la majorité et l'opposition, il est largement temps de trouver une solution et de remettre le pays en marche. Le gouvernement a fait toutes les concessions possibles pour permettre de parvenir à un accord. L'opposition ne semble pas adhérer à ce principe et continue de faire bouillir la marmite. Le Togo ne peut pas se payer le luxe d'une crise qui s'éternise. L'économie tourne au ralenti, les investissements sont en baisse, le processus électoral a pris du retard. Un an pour trouver une issue politique, c'est déjà beaucoup trop long. Le temps est venu d'avancer dans l'intérêt des Togolais. Alors, tous les regards sont tournés aujourd'hui vers les chefs d'Etat de la CEDEAO. L'on espère qu'au 1er Août, ce serait une nouvelle vie qui va commencer pour redonner espoir aux investisseurs et relancer l'économie du pays. Depuis Août 2017, presque un an, les Togolais ont beaucoup souffert de cette crise pour des intérêts partisans et égoïstes ainsi que pour des calculs politiques. Il est temps que le Togo sorte de cette situation pour se remettre sur les rails de développement. Il est temps d'évoluer.

Le Magnan

ACTIVITÉS DU CDP-UL

Les processus électoraux au centre de la formation des journalistes des langues locales des régions Kara, Savanes et Centrale

Après Kpalimé, le Centre de Droit Public de l'Université de Lomé a mis le cap sur Kara pour poursuivre ses sessions de formations à l'endroit des journalistes intervenant dans les langues locales sur les chaines de radio et télé. Cette fois-ci ce sont les journalistes des régions de la Kara, Centrale et des Savanes qui se sont retrouvés à l'hôtel Concorde à Kara pour être formés sur les « Enjeux et valeurs des processus électoraux dans une situation de crise ; le cas des réformes au Togo ».

Avant d'aller dans le vif du sujet, une sorte de suivi-évaluation a été faite par rapport aux précédents ateliers que les mêmes journalistes ont eu à suivre sur comment animer les émissions en langues locales afin de mieux faire comprendre aux populations de leurs localités les thèmes qui ont secoué la crise sociopolitique du pays depuis le 19 Août 2019. Il y a quelques mois, le Centre de Droit Public de l'Université de Lomé a eu entretenir les journalistes sur : « Les Reformes Constitutionnelles : Enjeux et Perspectives ». Au cours de cette évaluation, il a été relevé des difficultés dans l'exercice du travail des journalistes de l'intérieur surtout dans la conduite des débats. Ils ont des difficultés à faire certains responsables des partis politiques sur leurs plateaux. Après cette évaluation, place était donnée aux communications. Plusieurs autres thèmes liés aux contentieux électoraux et l'actualité de l'heure avec l'intervention de la CEDEAO dans la résolution de la crise politique au Togo étaient au menu des échanges. Il s'agissait, notamment de « Acteurs des Institutions dans les élections le cadre Institutionnel », « Organes des règlements des contentieux

électoraux », « organisation des élections législatives au Togo : enjeux et perspective » et « le dialogue comme mode de règlement des conflits : le cas des facilitations de la CEDEAO ». Dans son intervention sur « Acteur des Institutions dans les élections et le cadre Institutionnel » le Prof. Kpala Essowé a relevé les principaux organes en charge de l'organisation des élections au Togo. Il s'agit de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) assisté horizontalement par le gouvernement et verticalement par les démembrements de la CENI. Il a évoqué l'article 3 du Code Electoral qui attribue à la CENI son autorité administrative et son autonomie financière. Mais elle reçoit de façon horizontale un appui technique du gouvernement, notamment du ministère des finances avec son appui financier, du ministère de la sécurité qui met à sa disposition des forces de sécurité, du ministère de la communication par le biais de la HAAC et des médias, du ministère des affaires étrangères par l'octroi des visas aux observateurs électoraux. Et pour le Prof. Kalipé qui parlait des



« organes de règlements du contentieux électoral » celui-ci a précisé qu'il s'agit des élections nationales prévues par la loi électorale. Ce sont donc les élections présidentielles, législatives, sénatoriales et locales. Il a cité deux sortes de règlements. Il y a d'abord le règlement du contentieux non juridictionnel puis le règlement juridictionnel. Dans son intervention sur « l'organisation des législatives et leurs enjeux » le Prof. Hounakey a commencé par cette maxime bien connue de tous qu'est « la démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». Et dans ce cas l'on parle de la démocratie directe. La démocratie explique t-il, suppose que la gouvernance retourne au peuple. Mais la gouvernance économique et locale exige la mise en place des gouvernants mais de quelle manière? Ce qui amène le Prof.

Hounakey à parler des élections législatives. Il a relevé qu'au Togo le régime politique est particulier. Ce particularisme vient de la révision de la constitution en 2002. Evoquant le cas de l'organisation des élections dans le délai légal, il a relevé les limites des compétences des autorités intérimaires. Citant l'article 52 de la loi fondamentale qui parle de la fin des mandats des députés et son prolongement, il a relevé les mauvaises interprétations qui sont faites à ce sujet. Car l'alinéa 11 de cet article parle de la prise de fonction des successeurs qui sont déjà élus et qui attendent de prendre fonction. Pour lui, s'il n'y a pas d'élections il n'y a pas de successeurs. L'atelier a pris fin avec la réalisation des émissions en français et langues locales (Ewé, Kabyè).

Le Magnan

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Le chef de l'Etat aux côtés des populations d'Assoli

Le Président de la République SEM Faure Essozimna Gnassingbé est allé le samedi 14 juillet 2018 à la rencontre des populations de Bafilo, chef-lieu de la préfecture d'Assoli. Cette sortie de terrain s'inscrit dans le cadre des échanges réguliers du chef de l'Etat avec les populations à la base et, du suivi des chantiers que lui-même a initiés en vue d'offrir des infrastructures socio-économiques modernes et utiles aux populations.



A Bafilo, le Président de la République a visité le chantier du nouveau marché moderne de la préfecture en cours d'exécution. Lancés le 17 novembre 2017, les travaux prévus pour une durée de huit mois sont, à ce jour, à 95% de leur réalisation. Le projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de soutien aux microprojets d'infrastructures communautaires (PSMICO) piloté par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB). Cette nouvelle infrastructure socioéconomique de base de 720 places s'étend sur 2 hectares sur les 4 hectares disponibles. Elle comprend neuf hangars préfectoraux de soixante places, six hangars cantonaux de vingt-huit places et quatre magasins de cinquante tonnes. Le marché dispose également de deux

blocs de latrines, d'un bloc administratif, d'un forage muni d'adduction d'eau, d'un bloc de dix boutiques, des abris pour volailles et bétail, d'une boucherie et d'un dépôt pour un coût total engagé de 407.822.245 F CFA sur les 449.975.000 FCFA prévus. Le chef de l'Etat s'est également rendu au Centre communautaire réhabilité pour 50 millions et au Centre hospitalier préfectoral (CHP) dont les Services de chirurgie et de radiologie ont été également rénovés et équipés pour un montant de 250 millions de FCFA. Les populations de la préfecture, ont au cours de cette visite, remercié le Président Faure Gnassingbé pour avoir « magnifié le grand amour qui les lie ». La délégation présidentielle s'est félicitée de leur engagement dans la réussite de ces projets de développement.

AFFAIRE CAMES:

La présidence de l'UL dénonce une campagne diffamatoire

Le Professeur Kossivi Hounaké, Directeur adjoint des affaires académiques et de la scolarité (DAAS) de l'Université de Lomé a-t-il délibérément refusé de transmettre à ses collègues du département de droit public les dossiers que le CAMES a bien voulu leur confier pour évaluation ? Le sujet fait grand bruit et les responsables du CAMES auraient été saisis. La Présidence de Université de Lomé vient de réagir. Tout en dénonçant une campagne diffamatoire, l'institution dirigée par Dodzi Kokoroko appelle les enseignants-chercheurs à se ressaisir devant une situation maîtrisée.

Selon des informations véhiculées depuis quelques jours, Prof Kossivi Hounaké se serait permis de faire les instructions en place de ses collègues et de les renvoyer au CAMES. Plusieurs enseignants de la faculté de droit auraient saisi leur doyen de département par écrit pendant que d'autres se seraient adressés directement au Secrétaire général du CAMES pour dégager leur responsabilité. Dans une tribune publiée pour défendre le CAMES et qui a été reprise par plusieurs journaux, le professeur béninois, Victor Topanou a accusé Prof Hounaké, Directeur adjoint de la DAAS de l'UL d'avoir agi grâce à la caution morale de Dodzi Kokoroko, le Président de l'Université de Lomé. Réagissant vendredi à ces accusations, la Présidence de l'Université de Lomé a avancé qu'avec la modernisation des procédures par le CAMES, les experts sont désormais ciblés et que les dossiers à évaluer sont envoyés directement dans leurs boîtes électroniques. Sur ce, elle se dit surprise des accusations portées contre elle et

dénonce une utilisation mensongère et diffamatoire sur la ventilation des dossiers CAMES 2018 par certains experts de l'Université de Lomé. « De façon plus précise cette année, interpellé par la DAAS sur la non-transmission de son rapport d'évaluation dans les délais impartis, un enseignant-chercheur de la faculté de droit a déclaré n'avoir reçu ni le dossier physique, ni le dossier numérique qui lui ont été soumis. La DAAS, après échange avec la Présidence de l'Université de Lomé, a décidé de ne pas faire instruire sur place le dossier concerné, tout comme cela a été le cas pour les dossiers impartis à des instructeurs décédés ou indisponibles. Les dossiers ont été purement et simplement renvoyés au CAMES », se défend la Présidence de l'UL dans un communiqué signé par son 1er Vice-président, Prof Komlan Batawila. L'institution dirigée par Dodzi Kokoroko rassure les uns et les autres sur le sérieux et la rigueur des procédures appliquées et invite les enseignants-chercheurs à se ressaisir devant une situation maîtrisée.



FAUTE DE COMPROMIS ENTRE LES DEUX PROTAGONISTES DE LA CRISE TOGOLAISE

La date fatidique du 31 juillet 2018, très attendue par le peuple togolais

La CEDEAO prendra ses responsabilités

Elle s'annonce comme une date fatidique, date du délibéré pour les acteurs politiques togolais, protagonistes de la crise sociopolitique du pays. Les Chefs d'Etat de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) devront se réunir à Lomé le 31 juillet prochain. Au menu des travaux, plusieurs dossiers dont celui relatif à la crise sociopolitique togolaise. L'occasion sera en effet pour les Chefs d'Etat de cet espace communautaire, de se prononcer à fond sur la crise qui secoue le Togo depuis le 19 août 2017 et pour laquelle ils ont mandaté les présidents ghanéens Nana Akufo-Addo et guinéen Alpha Condé comme facilitateurs pour essayer de concilier les deux positions qui semblent être diamétralement opposées. Mais en attendant cette date du 31 juillet, c'est dans une guerre de déclarations que se sont lancés depuis quelques jours, le pouvoir et la coalition de l'opposition.

Faute de compromis entre les deux protagonistes de la crise à savoir pouvoir en place et l'opposition incarnée par la coalition des 14 partis, la CEDEAO va au cours de ce Sommet, imposer une feuille de route aux deux parties pour une sortie définitive de la crise. Aujourd'hui, ce Sommet se présente pour bon nombre de personnes comme celui de l'espoir pour le peuple togolais. Espoir parce que tout le monde espère une solution qui puisse mettre fin à cette à crise qui a fait beaucoup de mal à l'économie du Togo.

En effet la crise sociopolitique qui a éclaté au Togo depuis le 19 août 2017 tarde à être dénouée. Malgré les efforts des chefs d'Etat de la sous-région, aucune avancée n'a été constatée au sujet de la question majeure à l'origine de la situation. Même le dialogue ouvert le 19 février pour tenter de concilier les positions du pouvoir et de l'opposition n'a accouché que de minces résultats, du moins à ce jour. Désormais, c'est vers la CEDEAO que les regards convergent et que les espoirs de chacun des camps en discorde sont portés. Aux lendemains d'une nouvelle mission à Lomé dirigée par Francis Béhanzin, le commissaire paix et sécurité de l'organisation sous-régionale, le chef de la délégation du gouvernement aux pourparlers dresse un état des lieux de la situation et estime que « le gouvernement a fait preuve d'ouverture contrairement à la coalition de l'opposition ». Gilbert Bawara indique que la CEDEAO, qui a eu le temps d'écouter les deux parties, connaît désormais les positions de tous les protagonistes et dispose de tous les éléments d'appréciation pour trancher dans le sens de la « normalisation définitive de la situation en se basant sur les normes et les principes qui fondent la démocratie et l'Etat de droit ».

« Avec sérénité et confiance, les togolais savent que le prochain sommet de la CEDEAO, le 31 juillet, marquera une étape décisive et ouvrira des perspectives nouvelles pour la consolidation de la paix et de la stabilité et pour permettre à notre pays de renouer avec une dynamique de croissance plus forte et soutenue », a indiqué dans une interview, le ministre Gilbert Bawara, chef de la délégation du gouvernement au dialogue politique inter-togolais. Il estime que la CEDEAO, qui a eu le temps d'écouter les deux parties, connaît désormais les positions de tous les protagonistes et dispose de tous les éléments d'appréciation pour trancher dans le sens de la « normalisation définitive de la situation en se basant sur les normes et les principes qui fondent la démocratie et l'Etat de droit ».

« Tous les enseignements ont été tirés de la période tumultueuse que notre pays vient de traverser. Dès le 1er août prochain, le temps des diktats, des postures de blocage et d'une volonté manifeste de statu quo que dénoncent

à juste titre certains dirigeants étrangers sera totalement révolu. S'ouvrira alors un chapitre nouveau et chacun comprendra que la sagesse et le sens de responsabilité de la majorité silencieuse et des pouvoirs publics ne sont nullement des signes de faiblesse et de résignation. Les togolais aspirent à la quiétude et au bien-être et c'est la responsabilité des pouvoirs publics de les leur assurer », a-t-il ajouté, précisant qu'« il n'y aura plus jamais d'autre 19 août 2017 », (date de l'éclatement de la crise sociopolitique et du renforcement de la contestation du pouvoir de Faure Gnassingbé, Ndlr).

« L'heure est désormais aux actes, aux décisions et à l'action déterminée pour normaliser totalement et durablement la situation. Les repères et le fondement des décisions attendues sont parfaitement connues, ce sont les valeurs, les normes et les principes qui sous-tendent la démocratie et l'Etat, qui s'appuient solidement sur des règles juridiques essentielles et que reprennent largement les instruments communautaires pertinents, notamment le protocole additionnel de la CEDEAO relatif à la démocratie et à la bonne gouvernance », a par ailleurs souligné le ministre Gilbert Bawara.

FAIRE ABOUTIR LES RÉFORMES CONSTITUTIONNELLES ET TENIR LES ÉLECTIONS...

Selon le ministre de la fonction publique, le gouvernement togolais ne s'est jamais départi de la ligne de conduite insufflée et tracée par le président togolais Faure Gnassingbé depuis le début du mouvement de contestations le 19 août 2017. Pour lui, toutes les initiatives des autorités togolaises ont toujours été dictées par la volonté d'écoute et d'ouverture, le souci d'apaiser et de décriper la situation et la nécessité de promouvoir le dialogue et la concertation avec pour objectifs de faire aboutir les réformes constitutionnelles et tenir les élections procédant de la loi fondamentale togolaise.

« Dieu merci, les togolais et les observateurs sont aujourd'hui édifiés quant à l'esprit conciliant et d'ouverture, au sens de la retenue, d'élévation et de la responsabilité qui caractérisent le gouvernement et sa majorité. En témoignent les nombreuses mesures d'apaisement qui ont été engagées, avec la libération de la quasi-totalité des personnes détenues, et qui ont été interpellées non pas pour des motifs politiques, mais en raison des forfaits et des exactions commises à l'occasion des manifestations. Les préparatifs des élections ont été interrompus depuis le 23 février 2018, et les dispositions ont été prises pour garantir et assurer de manière effective la liberté des manifestations et des activités politiques sur toute l'étendue du territoire », affirme Gilbert Bawara.

Et les signes d'apaisement !

Revenant sur le camp d'en face, la coalition de l'opposition, l'homme de confiance de Faure Gnassingbé se désole de constater que, malgré tous les efforts et gestes d'ouverture consentis par le gouvernement avec le soutien de sa majorité, le regroupement politique dirigé par Brigitte Adjagbo-Johnson n'a pas posé « le moindre acte ou signe d'apaisement ».

Pour Gilbert Bawara, la coalition a continué à agir « par défi en poursuivant ses manifestations et en bravant les engagements découlant des communiqués du 1er février et du 27 juin 2018, même lorsque les dirigeants de la CEDEAO se trouvaient à Lomé pour débattre de la situation togolaise et d'autres sujets sérieux pour la région ouest-africaine ».

« Elle n'a jamais ni déploré ni regretté les graves incidents, violences et exactions ayant émaillé certaines manifestations et qui se sont soldées par de nombreuses victimes et d'énormes dégâts matériels. Elle a toujours refusé de s'associer à un message commun de compassion et de solidarité envers toutes les victimes des événements qui se sont produits depuis le 19 août 2017, et elle a objecté à toute idée de lancer à nos concitoyens un appel à la non-violence et au rejet de l'extrémisme, de la haine et de l'intolérance », relève M. Bawara.

Le porte-parole du pouvoir de Faure Gnassingbé accuse la coalition des 14 partis de ne pas se préoccuper du sort des victimes des actes de vandalisme et des exactions commis en marge des manifestations, de ne pas se soucier des commerçantes et des commerçants des marchés de Kara et Lomé dont les activités ont été complètement ruinées, et de se désintéresser totalement des togolais qui subissent durement les effets dévastateurs des manifestations ainsi que du ralentissement global de l'économie.

« Ces agissements, procédant de la volonté manifeste de nuire à notre économie et à la réputation de notre pays, et de créer un climat de frustration et de révolte au sein des populations, n'ont nullement découragé et émoussé la volonté du chef de l'Etat et du gouvernement dans leurs efforts pour consolider le climat d'apaisement et de décripation, et pour maintenir l'esprit de dialogue et d'ouverture », avance le ministre Bawara pour qui la cohésion nationale et l'intérêt supérieur du Togo en dépendent.

UNE DÉCISION QUI FERA DATE

Du côté de l'opposition, l'on se dit confiant, en espérant que rien ne sera plus comme avant au Togo. « Ce que la coalition attend de la CEDEAO, c'est qu'elle rende une décision qui fera date dans l'histoire de notre pays et dans l'histoire de la sous région », a fait



..RENOUER AVEC UNE DYNAMIQUE DE CROISSANCE PLUS FORTE ET SOUTENUE

savoir dimanche dernier sur une radio de la place, Eric Dupuy, chargé de communication de la coalition des 14 partis de l'opposition.

« Nous avons le droit de dire non si la décision de la CEDEAO ne nous convient pas », a-t-il averti, ajoutant que « les togolais ont besoin de liberté, ils ont besoin de l'alternance politique pour le développement économique et social. Il faut qu'ils nous aide pour que l'alternance politique soit effective le plus rapidement possible ».

« Vous voyez ceux qui interviennent dans la crise togolaise. Dans leur pays, il y a eu alternance politique et leurs populations ne pourront jamais comprendre qu'une seule famille dirige ce pays depuis 55 ans. Personne ne pourra l'accepter », a souligné Eric Dupuy.

En répondant au ministre Gilbert Bawara, le délégué général de l'Union des démocrates socialistes UDS-Togo (parti membre de la coalition), a pour sa part martelé que la seule condition pour qu'il n'y ait plus de 19 août, c'est que le Togo doit être « rayonnant » de démocratie. « Les Togolais ne seront plus jamais tenus en esclavage. Nous n'accepterons plus jamais que les ressources de ce pays soient dilapidées ou accaparées par une minorité. Tant que les choses seront comme elles sont, les 19 août vont se multiplier », a déclaré Antoine Folly ce lundi dans une émission sur la radio Victoire FM à Lomé.

Pour le ministre de la fonction publique, la coalition tente d'imposer son diktat au gouvernement et sa majorité sans quoi elle reprendrait les manifestations pour rendre le pays ingouvernable. Mais M. Bawara affirme qu'il n'est pas question de céder à « la loi de la rue, plutôt que celle de la République ».

« C'est pour cela qu'il n'y aura plus jamais d'autre 19 août 2017. Les dirigeants de la sous-région et les facilitateurs sont suffisamment édifiés sur les enjeux. Il n'y a pas et il n'y aura nul besoin d'aucun autre mandat spécifique pour leur permettre de montrer aux acteurs politiques togolais la voie à suivre. L'heure est désormais aux actes, aux décisions et à l'action déterminée pour normaliser totalement et durablement la situation. Les repères et le fondement des décisions attendues sont parfaitement connues, ce sont les valeurs, les normes et les principes qui sous-tendent la démocratie et l'Etat, qui s'appuient solidement sur des règles juridiques essentielles et que reprennent largement les instruments communautaires pertinents, notamment le protocole additionnel de la CEDEAO relatif à la démocratie et à la bonne gouvernance », a-t-il déclaré.

Gilbert Bawara croit que ce que ces valeurs, ces normes et ces règles prescrivent ou proscrivent demeure valable au Togo et dans les autres pays. Selon lui, personne n'a intérêt à s'enfermer dans des certitudes, le jusqu'au-boutisme et la défiance face et contre toute une sous-région dont les dirigeants n'ont ménagé ni leur temps ni leurs énergies pour aider le Togo et accompagner les acteurs politiques à surmonter les moments de discords et d'incompréhensions.

« Car il ne s'agit pas uniquement du Togo, mais également de la paix et de la stabilité de toute la sous-région. Avec sérénité et confiance, les togolais savent que le prochain sommet de la CEDEAO, le 31 juillet, marquera une étape décisive et ouvrira des perspectives nouvelles pour la consolidation de la paix et de la stabilité et pour permettre à notre pays de renouer avec une dynamique de croissance plus forte et soutenue », martèle-t-il avant d'ajouter : « C'est cela qui est essentiel ».

Sur place donc à Lomé, le débat est bien alimenté à quelques jours du Sommet de la CEDEAO. L'organisation sous régionale aura la lourde mission d'achever son rôle d'arbitre et vivement que les recommandations qui seront issues de cette session des dirigeants ouest africains soient acceptées par tous, et que chacun fasse preuve d'un sursaut patriotique pour une résolution définitive de la crise. Au cas contraire, cette crise sera loin de connaître son aboutissement.

Une chose est sûr, c'est que les Togolais quel que soit leurs bords politiques, attendent beaucoup de ce Sommet. Le souhait est que de bonnes décisions soient prises pour consacrer la victoire du Togo sur la crise, car comme l'avait dit le Commissaire des affaires politiques, paix et sécurité de la CEDEAO en mission jeudi dernier à Lomé, « c'est toute la communauté sous régionale qui est concernée quand un pays souffre des difficultés politiques ».

Dans tous les cas, les chefs d'Etat de la CEDEAO ne prendront pas une décision qui ira en contradiction avec les textes fondamentaux du pays. Du moment où les Togolais n'ont pas pu prendre leur responsabilité et décider de s'entendre pour ne pas s'entendre, la CEDEAO prendra des recommandations sur lesquelles chacun est obligé de marcher.

Abass ISSAKA



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto, **PAYEZ** facilement l'IRTR à partir de votre mobile



*145*6*5*2#



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



ON DIT QUOI

La rubrique de ceux qui devraient tourner sept fois leur langue avant de parler

«Nous disons non à la candidature de Faure Gnassingbé en 2020». Ça ce sont les propos de Jean Pie Pie. Pourquoi a-t-on tant peur de la candidature de Faure Gnassingbé ? Sinon si ceux qui ne veulent pas de sa candidature s'organisaient pour avoir un fichier électoral fiable avec la CEDEAO qui va suivre le processus électoral, pourquoi avoir peur ? Quand est ce que M Fabre comprendra que les aspirations légitimes du peuple togolais différent des ambitions personnelles de la coalition égoïste des 14-1? Nous avons des textes et lois en vigueur dans notre pays. Quel texte, loi ou article de la constitution stipule qu'un groupuscule de personne peut décider de qui peut se présenter à une élection présidentielle et qui ne peut pas? Cela n'a aucun sens. Nous avons des institutions dans ce pays. Au cas où

?

M Fabre l'ignore dites lui que seule la Cour Constitutionnelle est habilitée à décider de la candidature de Faure Gnassingbé en 2020 et personne d'autre. Si vous souhaitez un départ de Faure Gnassingbé, faites campagne pour le battre dans les urnes en 2020. Que ceci soit claire pour tout le monde : Aucun dialogue, compromis ou

feuille de route de sortie de crise ne va inclure la non présentation de Faure Gnassingbé au scrutin de 2020. Je dis bien aucun et toute autre alternative n'est qu'une illusion. Exiger autant d'observateurs nationaux et internationaux pour superviser le scrutin de 2020 si vous le souhaitez. Si la Cour Constitutionnelle déclare la candidature de Faure Gnassingbé redevable et les militants et sympathisants de l'UNIR lui renouvelle leur confiance, il sera bel et bien candidat sans aucun doute. Je le sais, vous le savez, ils le savent. La candidature de Faure Gnassingbé dépend de lui et de ses militants. Nul autre ne peut lui interdire d'être candidat ou pas. La loi actuelle en vigueur ne l'empêche pas d'être candidat. Autrement c'est un coup d'état constitutionnel

Courtes contre la montre

Très attendue !

Eh oui ! C'est de la date du 31 Juillet qu'il s'agit. Une date très attendue par l'ensemble des Togolais. Ils attendent de savoir comment les chefs d'Etat de la CEDEAO vont leur servir la sauce avec laquelle ils vont se manger. Mais pour le moment, c'est l'heure des supputations. Et chacun tire le drap de son côté. Il y en a qui ont déjà espoir qu'au lendemain du 31 Juillet, la scène politique va avoir une autre configuration. Il y en a ceux qui disent qu'ils n'attendent rien de la CEDEAO. C'est leur opinion et ceux qui disent que si les recommandations de l'institution sous-régionales ne répondent pas aux aspirations du peuple, ils vont refuser de les accepter. Mais dans ce cas, il convient de se poser la question sur ce que l'on désigne par peuple étant entendu que chacun à son peuple. Dans tous les cas, les supputations continuent. Mais personne ne doit s'attendre que ces recommandations sortent du cadre des textes qui régissent le pays. Elles ne seront pas inventées. Elles vont tenir compte de la loi fondamentale du pays. Que personne ne s'attende à ce que ces chefs d'Etat demandent à Faure Gnassingbé, président en plein mandat de quitter le pouvoir pour satisfaire une exigence d'une certaine opposition. L'on ne parlera certes pas d'un retour à la Constitution de 1992. Même le cas de la Transition pour remettre la gestion du pays à des inexpérimentés ne sera pas à l'ordre du jour. Peut-être qu'il serait question d'ouvrir le gouvernement. Et puis que des gens arrêtent de gesticuler et de mettre en garde qui que ce soit. Du moment où les Togolais ont été incapables de résoudre par eux-mêmes leur problème, l'on sera obligé de leur imposer une solution et personne ne peut dire que cela ne l'agréa pas.

La bonne foi !

Le passage des deux facilitateurs dans la crise togolaise, les Président Nana Akufo-Addo et Alpha Condé sont en train de donner leur fruit. Lors de leur rencontre avec les protagonistes de la crise togolaise, ils ont, dans un communiqué, fait des recommandations afin de baisser la tension. Ces recommandations sont entre autres, poursuivre la libération des prisonniers arrêtés dans le cadre des manifestations et de permettre à l'opposition de pouvoir manifester dans toutes les préfectures sans contrainte. Le pouvoir en place, voulant montrer sa foi, a procédé à la libération des prisonniers. On parle de 19 détenus même si l'opposition juge cela insuffisant, c'est un pas. Les choses peuvent évoluer dans les jours qui suivent. Et puis dans tout cela Faure Gnassingbé ne peut se substituer aux juges puisqu'il y a certains détenus qui sont pour des cas graves et font l'objet d'une procédure judiciaire. L'autre pas que le pouvoir a fait, c'est l'autorisation pour la C14 d'aller organiser des meetings dans les villes dites assiégées, notamment Sokodé, Bafilo et Mango. Eh bien, à la demande de la C14, le pouvoir n'y a trouvé aucun inconvénient à ce que des meetings soient organisés dans ces villes. Et pour tester la bonne foi du pouvoir, la Coalition a organisé des meetings sans problème dans ces trois villes. Aujourd'hui personne ne peut plus dire que le pouvoir est de la mauvaise foi. Tout montre que les uns et les autres pouvaient s'entendre sans l'intervention d'une tierce personne pour régler les problèmes qui minent le pays.

La provocation !

Il n'y a pas longtemps, le chef de file de l'opposition, lors des meetings de remobilisation par la Coalition des 14 partis politiques, s'était retrouvé à Agoe-Zongo dans le fief du PNP de Tikpi Atchadam. Il a été rappelé à l'ordre par le Conseiller Spécial du Président du PNP qui interpellait Jean Pierre Fabre en ces termes : « Agoe-Zongo est déjà réveillé. Ici on ne dort pas. Il faut aller réveiller ce qui dort et ceux-ci sont à Baguida, Bè et Nyekonakpè », a-t-il lancé à l'endroit de Jean Pierre Fabre. Comme on le voit, Tchatiki voulait tout simplement dire à Jean Pie Pie de ne pas venir chasser sur leur terrain. Mais on a l'impression que Jean Pie Pie ne veut pas l'entendre de cette oreille et que l'absence de Tikpi Atchadam sur le terrain l'arrange bien. Donc il faut faire tout pour conquérir l'électorat des fiefs du PNP. Rien qu'à voir les meetings organisés à Sokodé, Bafilo et Mango pour se rendre compte. Aujourd'hui on apprend encore que la semaine prochaine, le 28 juillet plus précisément, l'ANC seul serait en train de se préparer pour organiser un meeting à Agoe-Zongo. Cette nouvelle façon de faire alors qu'il avait été mis en garde par l'un des cadres du PNP frise déjà la provocation. En tout cas, l'on attend de voir ce que cette nouvelle sortie de Fabre seul et son parti va nous donner. Lorsqu'on chasse sur le terrain d'autrui et qu'on ne maîtrise pas on risque d'être pris par des pièges. Sagesse africaine !

Le Magnan Libéré

Récépissé N° 0302 / 17 / 11 / 06 / HAAC

Directeur de Publication

Abass ISSAKA

90 16 49 87 / 90 85 85 22

Responsable commercial

Bertine ADJAH

90 36 97 10

Mise en page :

Magnan

Imprimerie :

Rad Graphic Sarl U.

Tirage :

2000 exemplaires

Casier N° 35MJ BP: 81213 Lomé / Mail: iabasse@yahoo.fr



COMMISSARIAT GENERAL

Communiqué conjoint pour le lancement de l'opération de collecte de données sur les activités économiques dans la ville de Lomé

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales,

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile,

Le Président de la Délégation Spéciale de la Ville de Lomé

Communiquent :

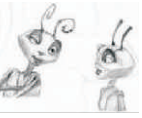
Afin d'actualiser les données en sa possession, le Ministère de l'Economie et des Finances par le biais de l'Office Togolais des Recettes, organise, en collaboration avec la Commune de Lomé, une opération de recensement de toutes les activités économiques formelles et informelles dans la ville de Lomé à compter du **28 mai 2018** pour une durée de trois mois (03) mois.

Pour faciliter le travail des agents recenseurs qui seront identifiés par le port d'un **badge**, il est demandé à la population cible de leur réserver un bon accueil et de répondre en toute sincérité aux questions qui seront posées.

Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Président de la Délégation Spéciale de la Ville de Lomé comptent sur le civisme de tout un chacun en vue de l'heureux aboutissement de ce projet et remercient d'avance la population pour sa bonne collaboration.

41, rue des Impôts 02 B.P.: 20823 Lomé - TOGO
Tél.: +228 22 53 14 00
e-mail : otr@otr.tg

FÉDÉRER POUR BÂTIR
WWW.otr.tg



CEDEAO / FIN D'UN PARCOURS PLEIN D'ENSEIGNEMENT

Faure Gnassingbé, un engagement au service de la paix en Afrique de l'Ouest

Le 04 juin 2017, le Chef d'Etat togolais Faure Gnassingbé a été porté à la tête de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Cedeao à l'issue du sommet de l'organisation tenu à Monrovia. Elu par acclamation à ce poste, il a succédé à Ellen Johnson Sirleaf, selon un principe de présidence tournante alternativement assumée par francophones et anglophones. Ce mandat d'un an, le président togolais l'a dédié à l'ancrage de la coopération entre les Etats membres, l'intégration entre les peuples, la paix, la sécurité et la stabilité dans la sous-région ouest-africaine.

Le dossier bissau guinéen, une priorité du mandat de Faure Gnassingbé

Asa prise de fonctions, la sous-région était confrontée à d'énormes défis, notamment en matière de paix. La situation politique tendue en Guinée Bissau, était l'un des dossiers brûlants dont le règlement est devenu l'une des priorités de son mandat. L'ancienne colonie portugaise traversait des turbulences depuis la destitution, par le président Vaz, de son Premier ministre, Domingos Simoes Pereira, chef du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), plongeant le pays dans une grave crise politique. Une décision prise contre la volonté de son propre camp en août 2015. Sur ce dossier, l'objectif du nouveau président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a été de donner un coup d'accélérateur au processus de sortie de crise qui piétinait et achoppait notamment sur la nomination d'un Premier ministre de consensus. En effet, en sa qualité de président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de

Gouvernement de la Cedeao, il s'est assigné entre autres pour mission, de faire aboutir ce processus dont l'un des points forts a été la signature des accords de Conakry, sous l'égide du président Alpha Condé.

Subtil maniement de la carotte et du bâton, une stratégie payante

Dans cette perspective de retour à la paix et à la stabilité dans ce pays, le Chef de l'Etat togolais a usé d'un subtil maniement de la carotte et du bâton. En effet, il a multiplié plusieurs missions diplomatiques en faveur de la paix dans la capitale bissau guinéenne, menées par son principal bras opérationnel, Robert Dussey, patron de la diplomatie togolaise, de concert avec des délégations de l'instance communautaire. Mais, pour atteindre l'objectif partagé par l'ensemble de la Cedeao, il a changé d'approche en ce qui concerne le moyen d'y parvenir.

Mettant à exécution la menace de sanction, brandie à la session extraordinaire du 27 janvier 2018, l'institution régionale a annoncé, le 1er février 2018 : « Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont

mis en œuvre des sanctions individuelles contre les personnes ou organisations qui entravent le processus de sortie de crise en Guinée Bissau ». Cette décision a été signée par le président en exercice de la CEDEAO, Faure Essozimna Gnassingbé, et est intervenue une semaine après la mission effectuée par une délégation de l'organisation à Bissau et la nomination d'un nouveau chef de gouvernement, Augusto Artur Da Silva. Elle a visé 19 personnalités proches du président Jose Mario Vaz. « Les sanctions qui sont imposées à ces personnes portent sur la suspension de leur participation aux activités de la Communauté, l'interdiction de voyager et la dénegation de visas à leur rencontre et des membres de leurs familles, ainsi que le gel de leurs avoirs financiers et de ceux de leurs familles partout où ils se trouvent », précise la décision de la CEDEAO. Cette nouvelle approche impulsée par le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a été le catalyseur d'une rapide évolution de la situation politique dans ce pays. A l'issue d'un sommet extraordinaire convoqué par



le président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Cedeao à Lomé, le 14 avril 2018, Jose Mario Vaz a pris des engagements, dont la nomination d'un nouveau Premier ministre de consensus, devenue effective quelques heures après cette rencontre.

"A César ce qui est à César..."

« A César ce qui est à César et à Faure Gnassingbé ce qui est à Faure Gnassingbé » ! Ce coup d'éclat diplomatique a valu des honneurs au Chef de l'Etat togolais, à la tête de l'institution communautaire. Naturellement, c'est le président bissau guinéen qui s'est, le premier, prêté à ce geste de reconnaissance. « Je tiens à remercier la Cédéao et tout particulièrement le président du

Togo dont l'engagement a été déterminant pour arriver là où nous sommes aujourd'hui », a-t-il déclaré, dans un entretien accordé au site d'informations republicoftogo.com. Comme lui, le nouveau Premier ministre a exprimé ses remerciements au Chef de l'Etat togolais pour son intervention décisive, sa dextérité et son engagement pour la paix en Guinée Bissau. Le pays devrait organiser des législatives en novembre 2018 pour acter un retour définitif à la normale, conformément aux accords survenus à Lomé. Le défi, c'est que les autorités bissau guinéennes et la Cedeao conjuguent leurs efforts pour ne pas compromettre la dynamique en cours.

Source : republicoftogo.

DIPLOMATIE

Mohamed Saad Ouro-Sama bataille pour des investissements arabes au Togo

Mohamed Saad Ouro-Sama l'ambassadeur du Togo au Koweït et des pays du Golfe depuis 2016, œuvre pour attirer des investisseurs arabes au Togo en vue de l'atteinte des objectifs définis par le gouvernement à travers le Plan National de Développement (PND). En attendant la concrétisation de ses démarches, Il a au cours d'une discussion à Dubaï, salué les bonnes relations entre le Togo et les pays du Golfe.

Évoquant l'état des lieux des relations de coopérations entre le Togo et les pays du Golfe, Mohamed Ouro-Sama indique qu'elles sont excellentes.

"Le Togo a de très bonnes relations diplomatiques et de coopérations avec tous les pays arabes. La preuve est que le Président de la République, Faure Gnassingbé était au Qatar, il y a deux mois. Cette visite a été grande et c'était un grand succès. Vous ne pouvez pas voir à quel point les relations entre le Togo et les pays arabes, particulièrement les pays du Golfe sont au beau-fixe", a-t-il souligné.

Il ambitionne faire connaître l'Afrique de l'ouest aux investisseurs arabes à travers le Togo.

"Les arabes des pays du Golfe connaissent bien l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Nord. Il est temps qu'ils connaissent l'Afrique de l'Ouest et ce sera à partir du Togo", est-il convaincu.

S'agissant du PND, l'ambassadeur

salue la vision du chef de l'Etat qui a toujours œuvré pour le bien-être de la population togolaise. Saluant cet engagement de Faure Gnassingbé, M. Mohamed Ouro-Sama juge nécessaire de faire venir les investisseurs arabes au Togo pour soutenir ce processus de développement.

"Le Président de la République a une très grande vision pour le Togo. Dans le cadre de la promotion du secteur privé, je voudrais vous rappeler que j'étais directeur de cabinet du ministère du commerce et de la promotion du secteur privé, il y a une volonté manifeste d'attirer le secteur privé national comme international à investir dans le pays. C'est justement pour attirer le secteur privé du monde arabe et des pays du Golfe que le Chef de l'Etat m'a envoyé ici et nous sommes en train de faire ce travail pour que les opérateurs économiques de la zone s'intéressent encore plus au Togo et ils viendront certainement", a-t-il



précisé.

Voyant la nécessité de l'investissement des pays du golfe dans le développement du Togo, il salue la gérance de l'hôtel 2 février confiée récemment au groupe Emaar.

"Nous faisons déjà un travail de fond. La signature de l'accord de partenariat entre les Groupes Kalyan et Emaar pour la gestion de l'Hôtel 2 Février de Lomé entre dans ce cadre. C'est très bien déjà qu'Emaar qui est un grand groupe arrive au Togo", a-t-il relevé.

Il est d'ailleurs convaincu "qu'Emaar va apporter son rayonnement sur l'hôtellerie togolaise".

UNIVERSITÉ DE KARA

L'année académique se prolonge

A l'université de Kara, le semestre mousson de l'année académique en cours (2017-2018) connaît un grand retard par rapport aux années précédentes. C'est du moins ce qu'a relevé la note de service No 024 UK/VP/SG/18 portant calendrier indicatif du semestre mousson de l'Université de Kara.



Cette note indique que les activités pédagogiques notamment les cours de la mousson première partie ont débuté le 1er juin dernier et ont pris fin ce 1er juillet. Ainsi, les vacances viennent en intervalle du 04 août au 09 septembre. Après les vacances, poursuit la note vient la deuxième partie des cours de mousson à partir du 10 septembre au 06 octobre 2018. A cet effet, les examens, la correction des copies, saisie, contrôle, la mise en ligne des notes, et les réclamations sont programmés du 8 octobre au 17 novembre 2018 en session normale.

Après la session normale, la session de rattrapage est également confirmée dans la note. Là il s'agit

principalement des examens de rattrapage qui commencent le 26 novembre et prennent fin le 08 décembre 2018. Tandis que la correction des copies, saisie, contrôle, la mise en ligne des notes et les réclamations seront effectués du 10 décembre au 19 janvier 2018.

Selon les informations parvenues à la rédaction d'Elite d'Afrique, ce retard de semestre mousson dans ce temple de savoir, a plusieurs raisons dont les fameuses dernières manifestations estudiantines.

Suite à ce retard, la rentrée de l'année académique prochaine 2018-2019 va débiter le 21 janvier 2019 à l'Université de Kara.



ECONOMIE

Voici les conditions à remplir pour être éligible au MIFA

Qui peut bénéficier de l'accompagnement du MIFA, quels sont les critères d'éligibilité, quels sont les avantages offerts par ce mécanisme ? Les réponses dans ce dossier du journal Agridigitale.

QUI PEUT ÊTRE BÉNÉFICIAIRE DU MIFA ?

Première précision de taille, le MIFA ne dispose pas d'argent pour mettre à la disposition des bénéficiaires. C'est plutôt, une institution d'accompagnement et de facilitation d'accès aux crédits auprès des banques ou microfinances.

Il convient de rappeler que le MIFA est dans une phase pilote. Et pour être bénéficiaire de ses services, il faut d'abord être dans l'une des zones retenues (), et être cultivateur du Maïs, du Manioc et du riz ensuite disposer d'un plan d'affaires et se mettre en coopérative.

COMMENT ÇA VA SE PASSER ?

L'objectif principal du MIFA, c'est la réduction et le partage des risques par les acteurs de la chaîne de valeur. Actuellement, les institutions financières exigent un certain nombre de garanties avant d'octroyer des crédits agricoles aux producteurs avec un taux d'intérêt compris entre 15 et 18%.

En plus, les délais de paiement sont prédéfinis sans forcément tenir compte des aléas climatiques ou de

la mévente.

Désormais, grâce au mécanisme MIFA, le taux d'intérêt, le délai de paiement, les démarches administratives et les cautions ne feront plus obstacles à l'octroi de crédit agricole aux bénéficiaires de ce mécanisme financé par la BAD et le FIDA.

Le coordonnateur chargé des chaînes de valeurs du MIFA, Noël Koutéra Bataka explique que "le MIFA va organiser la production avec les agriculteurs qui auront un accompagnement des conseillers d'exploitation agricole pour évaluer les quantités d'intrants, de main d'œuvre, de prestation de service et de toutes les opérations pour produire en quantité et en qualité le volume de produit que le marché aurait demandé.

A partir de cette évaluation, MIFA va s'approcher des institutions financières pour leur présenter ce besoin financier des agriculteurs et ceux-ci maintenant vont mettre en place le crédit pour l'agriculteur uniquement.

"Le crédit va être sur un compte qui va servir à payer les fournisseurs et les

prestataires pour qu'ils délivrent les services dont le producteur aura besoin pour produire. Le crédit permettra à l'agriculteur d'avoir la capacité à mieux produire. A la fin de la production, l'agriculteur livre au marché qui va rembourser l'institution financière afin qu'elle défalque le crédit accordé et envoie l'argent à l'agriculteur", explique M. Bataka.

Agriculteur sécurisé

Pour pouvoir sécuriser tout ce système, il y a une application qui est développée qui sert à produire l'information aux agriculteurs et à renseigner l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur sur le processus d'évolution de la production.

L'agriculteur reçoit aussi sur cette plateforme des alertes sur quel moment il doit semer et à quel moment il doit appliquer les engrais.

Il reçoit aussi les informations sur l'évolution du marché au besoin pour qu'il puisse mieux vendre.

Et pour que l'agriculteur ait aussi un minimum de revenu à la fin, il y a une assurance qui est développée qui lui garantit une partie du capital selon la prime à laquelle il aurait souscrit.

K
P
A
K
P
A
T
O

QUI T'A DEMANDÉ ?

Mon ami, c'est comment que ? J'espère que tout va bien et que tu es bien revenu après tes prouesses que tu as eu à faire dans la Kozaland ? Quand à nous ici, il n'y a pas de problème quoi. C'est cool comme on le dit. Mais ce qui a manqué pour agrémenter les luttas Evala là-bas, c'est les jeunes zélèves. Comme il y a examens de fin d'année qu'on repoussé repoussé et puis c'est tombé en période des Evala là, les gens n'ont pas compris la douceur. Wallaï. C'est ce que quelqu'un est venu me dire. Mon ami maintenant tu connais que examens a commencé non ! Mais dans ça là, il ne va pas avoir tricherie ou « zovu » comme vous avez l'habitude de le voir. Parce que Coupe du monde en Russie là a inventé VAR, la vidéo assistance. Donc avec ça là si un élève triche là et puis le jour de l'examen on appelle qu'il est admis, on va voir VAR pour voir si il n'a pas triché. Donc il faut dire aux schools zélèves là que de faire attention avec « zovu » sinon même si on les appelle qu'ils sont admis, la VAR va dire qu'ils ont échoué et puis on va leur donner « carton rouge » et c'est fini. Ils vont pleurer zuskaaa ! Donc ils n'ont apprendre leur leçon seulement. Hmmm, mon ami c'est grave pour les avars hein. Ecoute ça Hier soir à l'église, il y avait culte spécial. Pour les offrandes, un fidèle sort une pièce de 100FCFA et au moment de la déposer dans le panier, son voisin lui remet un billet neuf de 10.000FCFA. Sans se poser de question, il met les 10.100F dans le panier. Néanmoins à la sortie, il prend la peine de demander à son voisin pourquoi il a fait une si grande offrande. Le voisin lui réplique: "Ce billet est tombé de votre poche quand vous avez retiré les 100F". Jusqu'à présent, on n'arrive pas à les séparer, c'est une bagarre de feu!!

Togomètre

En forme

La CEDEAO

Elle, c'est la communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'institution sous-régionale qui n'entend plus jouer au médecin après la mort dans les conflits. Aujourd'hui, elle a décidé de prendre entièrement le dossier togolais en main. Le destin de tout un peuple se trouve entre les mains de cette institution qui ne lésine plus sur les moyens. Pour se faciliter les tâches, elle a nommé deux facilitateurs qui ont suivi de bout en bout le dossier togolais. Les Présidents ghanéens et guinéens ont décidé de faire tout pour ramener le calme au Togo. Ils ont eu des séances de travail avec les protagonistes de la crise togolaise. Mais ne sont pas arrivés à rapprocher les idées des uns et des autres. Ils ont pour la dernière fois envoyé une mission conduite par le Monsieur Paix et Sécurité de la CEDEAO M. Béhanzin pour évaluer la mise en œuvre des recommandations. Le compte rendu a été fait aux chefs d'Etat de la CEDEAO. Tous les regards sont donc tournés vers le 31 juillet prochain. Dans quelques jours les Togolais sauront de quelle sauce ils seront mangés. Dans Tous les tous les espoirs des togolais reposent sur cette institution.

En panne

Les protagonistes de la crise

Il s'agit de la Coalition des 14 partis politiques et les représentants du pouvoir. Ils devraient s'entendre depuis là pour éviter un grand suspens au peuple togolais. Mais ils ont décidé de s'entendre pour ne pas s'entendre. C'est ainsi dans leur incapacité de trouver la solution au problème togolais, ils nous ont amené à vendre notre souveraineté. L'on ne peut pas comprendre que pour un dialogue entre fils d'un même pays, des togolais refusent de s'asseoir pour discuter entre eux et qu'il faille aller chercher des tierces personnes pour les amener à parler entre eux. Dans aucun pays au monde, on ne peut être dans un pays et ne pas chercher à se parler. Aujourd'hui qu'on ne vienne pas nous dire que la CEDEAO est venue nous imposer certaines choses et qu'on ne va pas marcher. Il faut arrêter l'hypocrisie en évitant de mettre le peuple en avant avec des calculs politiques qui n'en finissent pas. La crise quoi qu'on dise doit avoir une fin. On ne peut pas éternellement demeurer là-dans. Si aujourd'hui, les uns et les autres ne s'entendent pas comment cela va se passer lorsque certains seront au pouvoir et que ceux qui sont pouvoir retombent dans l'opposition. Il faut penser aux populations pour lesquelles on dit lutter et arrêter des mesquineries et les manipulations inutiles.

ELIMINATOIRES CAN U17 : Les Eperviers cadets héritent du Ghana et de la Tanzanie

Hier le tirage au sort des éliminatoires de la CAN U17 Tanzanie 2019 a été effectué à Niamey. Le Togo est classé dans la poule A aux côtés du pays organisateur, du Ghana.

Le tournoi qualificatif dans la zone de l'UFOA B de la CAN cadette 2019 a lieu du 2 au 15 septembre. Les Eperviers de cette catégorie en regroupement depuis deux semaines vont évoluer dans la poule A où sont également logés le Niger et le Ghana. En tout trois pays.

Dans le groupe B, le Nigeria, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Bénin se donnent rendez-vous. Les deux premiers de chaque poule se qualifient pour les demi-finales, suivra ensuite la finale entre les vainqueurs du carré d'as. Le

vainqueur final décrochera son ticket pour la phase finale de la CAN U17 en Tanzanie l'année prochaine.

L'équipe togolaise est en constitution sous la houlette du sélectionneur Maurice Noutsindjin et de son adjoint Didier Amegan. Le staff technique a retenu 30 joueurs qui continuent les séances d'entraînement avant la liste définitive devant faire le voyage de Niamey.

Guy Akpovy encourage le staff technique des Eperviers U17

Le président du Comité exécutif de la

Fédération togolaise de football (FTF) a visité le samedi dernier la sélection cadette en pleine séance d'entraînement au stade municipal de Lomé.

La sélection U17 du Togo prépare les éliminatoires de la CAN de leur catégorie qui auront lieu du 2 au 15 septembre à Niamey au Niger. Ce samedi 21 juillet, le président du Comité exécutif s'est rendu à leur lieu d'entraînement.

Le patron du football togolais s'est entretenu avec les membres du staff technique pour avoir une idée de ce qui a été fait, les enseignements tirés et les perspectives. Il ne m'a pas manqué de leur apporté tous ses soutiens.

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS : L'As Togo Port en opération en Afrique du Sud

Ayivi Ekuevi et ses protégés ont quitté Lomé depuis dimanche pour l'Afrique du Sud où, ils affrontent Mamelodi Sundowns ce mercredi, pour le compte de la 4^e journée des matchs de poule de la Ligue Africaine des Champions.

Vainqueurs à Lomé (1-0), une réalisation de Hunlede Kissimbo Ayi Abel à la 39^e minute, les Dockers ne vont pas se laisser faire en Afrique du Sud.

Pour une rencontre qui a lieu ce mercredi à Pretoria, on annonce



déjà une sérénité au sein du groupe. La rencontre va se dérouler à Pretoria à partir de 21

heures sous une température de 12 degré.



LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées
avec TVA / sans TVA

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 800 FCFA~~ **2 700 FCFA**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg